



Paris, le 2 octobre 2013

Madame la Ministre,

Lors de la présentation de l'agenda social 2013-2014, les organisations syndicales (CFDT Fonctions publiques, CFTC-FAE, CGT Fonction publique, FA-FPT, UNSA Fonction publique, FSU, Solidaires Fonction publique, CGC Fonctions publiques) ont unanimement dénoncé la politique salariale conduite dans la Fonction publique et souligné ses conséquences désastreuses pour les millions d'agents qui la composent.

Trois années consécutives de gel de la valeur du point et une quatrième déjà annoncée conduisent à une perte considérable de pouvoir d'achat pour tous les personnels quels que soient leur statut et le versant dont ils relèvent.

La situation est sans précédent et les pertes intervenues depuis des années, la dépréciation des carrières et le tassement des grilles ont atteint des niveaux insupportables que l'Insee a mis en évidence dans un rapport publié cet été.

Nos organisations affirment que ni les mesures d'urgence limitées que vous avez annoncées pour la catégorie C ni la négociation à venir sur les "parcours professionnels, les carrières et les rémunérations" ne sauraient à elles seules répondre à l'impérieuse nécessité de mesures salariales d'ampleur pour 2014.

Elles vous demandent, Madame la Ministre, d'ouvrir un réel espace de négociations salariales et d'inscrire rapidement à l'agenda social un rendez-vous spécifique pour en traiter.

Pour la CFDT Fonctions publiques

Brigitte JUMEL

Pour la FA-FPT

Bruno COLLIGNON

Pour l'UNSA Fonction publique

Guy BARBIER

Pour la CFTC – FAE

Denis LEFEBVRE

Pour la FSU

Bernadette GROISON

Pour la CGC Fonctions publiques

Vincent HACQUIN

Pour la CGT Fonction Publique

Baptiste TALBOT

Pour Solidaires Fonction publique

Thi-Trinh LESCURE

Madame la Ministre
Ministère de la Réforme de l'État,
de la Décentralisation et de la Fonction publique
Secrétariat particulier
80 rue de Lille
75007 PARIS